



## Conseil économique et social

Distr. générale  
17 novembre 2015  
Français  
Original : anglais

---

### Commission de la condition de la femme

#### Soixantième session

14-24 mars 2016

Suite donnée à la quatrième Conférence mondiale  
sur les femmes et à la vingt-troisième session

extraordinaire de l'Assemblée générale intitulée

« Les femmes en l'an 2000 : égalité entre les sexes,  
développement et paix pour le XXI<sup>e</sup> siècle »

### Déclaration présentée par Women's Intercultural Network, organisation non gouvernementale dotée du statut consultatif auprès du Conseil économique et social\*

Le Secrétaire général a reçu la déclaration ci-après, dont le texte est distribué conformément aux paragraphes 36 et 37 de la résolution 1996/31 du Conseil économique et social.

---

\* La version originale de la présente déclaration n'a pas été revue par les services d'édition.



## Déclaration

La mission de Women's Intercultural Network est de veiller à ce que toutes les femmes et filles aient leur mot à dire dans leur gouvernance et leur économie. Il est également essentiel que leurs voix soient entendues à la soixantième session annuelle de la Commission de la condition de la femme, notamment en ce qui concerne leur autonomisation et son lien avec le développement durable. De nombreux éléments du développement durable sont à examiner, y compris les initiatives politiques importantes.

Selon ONU-Femmes, le développement durable exige une action sur trois fronts : social, économique et environnemental. Les femmes ont un rôle central à jouer pour réaliser des progrès sur chaque front, comme l'a réaffirmé l'Accord Rio+20 en 2012, qui a pris des engagements en vue de garantir l'égalité des droits et des chances pour les femmes. Cela nécessite l'autonomisation des femmes et l'élimination des barrières discriminatoires dans divers domaines dont l'agriculture, l'énergie, la santé, l'éducation, l'emploi ainsi que la réduction des risques de catastrophes.

Introduit par la Commission mondiale sur l'environnement et le développement dans son rapport de 1987 intitulé « Notre avenir à tous », le concept de développement durable peut être considéré comme une réponse à la sensibilisation croissante sur l'impact potentiel des inégalités économiques et sociales, du changement climatique et d'autres problèmes environnementaux, y compris la croissance démographique. Le Groupe de haut niveau sur la viabilité de l'environnement mondial, mis sur pied en août 2010 par Ban Ki-moon, Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, a souligné que la croissance économique est le principal impératif du développement durable et de l'autonomisation des femmes - venant avant d'autres facteurs clés. Le Groupe a débattu du coût de l'exclusion des femmes de l'économie et de la nécessité de la formation professionnelle et continue pour développer des compétences économiquement viables, et a souligné la nécessité de soutenir l'accès des femmes aux fonctions de direction dans les secteurs public et privé.

Des idées sur la participation et l'égalité entre les sexes ont été affinées lors de la Conférence des Nations Unies sur le développement durable Rio+20 en juin 2012. Le rapport de la Conférence intitulé « L'avenir que nous voulons », a relevé le potentiel des femmes pour participer et contribuer au développement durable en tant que dirigeantes, participantes et agents de changement et en bénéficier. Le document a souligné l'urgente nécessité de se pencher sur les défis monumentaux auxquels les femmes rurales sont confrontées pour développer une agriculture durable, y compris la violence sexuelle et les conditions de travail difficiles dans le secteur informel. La dimension environnementale du développement durable a été discutée, non seulement en termes de compétences techniques et de technologie nécessaires pour une « économie verte », mais aussi en termes de compétences non techniques nécessaires pour créer des coopératives, promouvoir les connaissances autochtones et assurer une croissance soutenue, inclusive et équitable.

L'examen, 20 ans après le Programme d'action de Beijing, a été une occasion unique pour passer en revue la présence des femmes dans le développement durable et les engagements renouvelés pour l'action. Il existe de multiples outils politiques pour défendre et faire respecter les protections et le soutien pour le renforcement du

rôle des femmes dans un tel développement, mis en évidence dans la toute récente Étude mondiale sur le rôle des femmes dans le développement, en 2014 – Égalité des sexes et développement durable, préparée par ONU-Femmes. L'un des principaux outils de plaidoyer est la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes, qui esquisse et définit ce qui constitue une discrimination contre les femmes et préconise un programme d'action national pour mettre fin à ces discriminations. Tous les rapports officiels des Nations Unies notent que la discrimination et l'exclusion des femmes des processus économiques et politiques constituent un préjudice majeur au développement durable. La participation des femmes ne pourra être efficace et significative que lorsque les relations de pouvoir entre les sexes seront transformées et lorsque l'attention et que les connaissances et les capacités spécifiques des femmes seront reconnues et appuyées.

L'une des questions principales à l'ordre du jour de la session actuelle, et des sessions passées, de la Commission de la condition de la femme est la question des soins non rémunérés chez les femmes. Ce travail non rémunéré comprend un large éventail de tâches domestiques ainsi que les soins aux personnes dans le foyer et dans la communauté. Les Nations Unies ont reconnu que si les politiques et les programmes visant à améliorer la viabilité environnementale augmentent incidemment le travail domestique non rémunéré des femmes, c'est qu'ils ne sont pas sur une voie du développement durable. La prestation de soins non rémunérés n'est viable ni pour les femmes ni pour leurs familles. Dans son rapport présenté à la soixante-huitième session de l'Assemblée générale des Nations Unies le 23 octobre 2013, le Rapporteur spécial des Nations Unies sur l'extrême pauvreté et les droits de l'homme, Magdalena Sepúlveda Carmona, a analysé la relation entre la pauvreté et le travail de soins non rémunéré, et fait valoir que les responsabilités familiales lourdes et inégales représentent un obstacle majeur pour l'égalité entre les sexes et l'égale jouissance par les femmes de leurs droits humains. Le rapport indique que, bien que ce type de travail ne soit généralement pas reconnu dans les comptes nationaux et soit souvent sous-évalué et négligé par les décideurs et les législateurs, les estimations révèlent que le travail de soins non rémunéré constituerait entre 10 et 50 pour cent du PIB si on lui assignait une valeur monétaire. Le rapport cite également des recherches montrant que les femmes et les filles passent la majeure partie de leur temps à faire ce travail, ce qui peut limiter leur éducation et leur emploi. Le Rapporteur spécial a fait valoir que l'incapacité des États à fournir, financer, soutenir et réglementer les soins de manière adéquate est en contradiction avec leurs obligations en matière de droits de l'homme, puisque cela crée des inégalités et les aggrave.

Il ne saurait y avoir de développement durable sans reconnaître la contribution des femmes à l'économie et à la société en général. Women's Intercultural Network soutient l'appel qu'ONU-Femmes a lancé aux pays leur demandant d'intensifier leurs efforts, de mettre en œuvre des solutions et des stratégies efficaces et de combler l'écart mondial entre les sexes à l'horizon 2025. Ces solutions et stratégies doivent reconnaître pleinement la discrimination structurelle des femmes dont la productivité économique est sous-évaluée sur le marché mondial.

Faute de données sur les femmes du secteur informel, la productivité économique des femmes est sous-estimée et méconnue dans le processus décisionnel des politiques locales et nationales. Comme l'indique l'étude sur la Stratégie d'autonomisation économique des femmes en 2015, réalisée par la

Fondation William and Flora Hewlett, des données mieux ventilées par sexe sont nécessaires pour déterminer la participation des femmes et des hommes au secteur informel où les femmes sont massivement représentées. Cela pourrait améliorer la situation économique des femmes à l'échelle mondiale. L'absence de recherches comparatives entre les sexes sape le rôle des femmes dans les économies mondiales et locales.

En rapport avec l'absence d'études comparatives entre les sexes, le Conseil consultatif suédois sur l'environnement, dans son rapport de 2007 intitulé « étude sur l'égalité entre les sexes comme condition préalable du développement durable », a souligné la nécessité d'examiner les différences entre les sexes dans les analyses de viabilité. Le rapport considère que la cause du désavantage économique des femmes réside dans le discours économique dominant qui met l'accent sur les solutions de libre marché et les secteurs dominés par les hommes, comme la technologie, tout en se désinvestissant des programmes du secteur public qui sont pourtant vitaux pour les femmes. Le rapport attire l'attention sur la rhétorique et les politiques qui mettent souvent les femmes dans une «catégorie à besoins spéciaux» au lieu d'intégrer les différences entre les sexes dans la prise de décision politique. Le travail de recherche mené par le Conseil consultatif suédois pour l'environnement et la Fondation William and Flora Hewlett nous demande de tenir compte des différences entre les sexes dans la recherche, les documents de politiques et stratégies économiques et de s'intéresser aux mécanismes institutionnels en matière de genre.

Pour que les états puissent honorer leurs obligations énoncées dans le programme de développement durable, les constructions sociales doivent être remises en question et revisitées. Nous recommandons que la Commission des Nations Unies sur la condition de la femme se penche sur le modèle actuel de pratiques politiques et exhorte les États à investir dans le secteur public pour que les femmes y soient représentées en plus grand nombre. Nous recommandons que des investissements soient faits en faveur des femmes et de leurs familles avec des programmes et des services qui tiennent compte de leur apport indéniable à l'économie et à la société dans son ensemble.

Pour parvenir à un développement durable sur les trois fronts mentionnés plus haut, tous les États Membres des Nations Unies doivent reconnaître les droits de toutes les femmes en ratifiant la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes et en adoptant la Déclaration et le Programme d'action de Beijing. Ces deux derniers instruments servent de feuille de route politique pour asseoir l'égalité entre les sexes, alors que la mise en œuvre de la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes confirme que les femmes sont égales aux hommes. Les États Membres des Nations Unies doivent assumer leur responsabilité en matière de protection des droits des femmes à travers des programmes et des politiques qui garantissent aux femmes et aux filles l'accès à l'éducation, à l'emploi et au développement économique. Des données ventilées par sexe accessibles et l'intégration de l'égalité entre les sexes dans les politiques de tous les secteurs peuvent créer de nouvelles possibilités d'avancement des femmes. La transformation mondiale vers le développement durable ne peut commencer sans une plus grande attention et l'affectation de ressources financières plus conséquentes aux programmes qui extirperont les femmes de la pauvreté.

Mettre en œuvre et respecter la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination contre les femmes, en tant que document pilier sur lequel les États Membres des Nations Unies peuvent bâtir des communautés pérennes, c'est saisir l'occasion d'avancer aujourd'hui sur la promesse de l'égalité entre les sexes. Un mécanisme de mise en œuvre est posté sur le site [citiesforcedaw.org](http://citiesforcedaw.org).

---